

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## L'Allemagne doit s'affranchir de la tutelle de Londres et Washington

par Karl Müller

Willy Wimmer, ex-secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense, et député CDU/CSU au Bundestag durant de longues années, a écrit un article\* très intéressant sur le paysage politique allemand actuel. Voici son message central: Les députés au Bundestag débattent enfin avec beaucoup de sérieux et d'honnêteté de la crise financière et économique mondiale et de ses retombées en Allemagne. Wimmer parle par exemple d'une séance de sa fraction comme d'«un des rares grands moments parlementaires», où «l'un après l'autre» s'est levé pour dire quelque chose et «ce qui a été dit avait du poids.»

Cependant le débat sur la politique extérieure et de sécurité allemande n'est toujours pas à l'ordre du jour. Wimmer fait remarquer que les diverses fractions peinent désormais à trouver suffisamment de candidats aux commissions et cercles de travail du Bundestag et en conclut: «On ne peut échapper à l'impression que beaucoup, dans ces commissions, et plus encore parmi les autres membres du Parlement, sont devenus des émigrés de l'intérieur pour éviter d'être mêlés à ces nombreuses décisions désagréables car impliquant des guerres et des combats. Si l'on n'a personnellement aucune part à ces domaines, pourtant cruciaux pour notre pays, il est beaucoup plus facile de se rallier aux vues du gouvernement fédéral, liées à l'Alliance (les USA et l'OTAN): on passe à travers en fermant les yeux.»

Et de fait, l'Allemagne aurait aussi grand tort de suivre la ligne décidée par Londres et Washington pour répondre aux défis posés par la crise économique et financière mondiale. De toute évidence une lutte titanesque se livre en ce moment: l'Allemagne doit-elle renouer avec le modèle continental européen des années d'après-guerre, l'économie sociale de marché, qui a apporté à l'Allemagne et à l'Europe bien-être et paix sociale? Doit-elle enfin prendre honnêtement en compte les réussites et les conquêtes de la RDA et les insérer dans ses projets d'avenir? Ou doit-elle, comme elle le fait depuis 20 ans, choisir

le modèle capitaliste anglo-saxon, qui va contre les intérêts du pays et les souhaits de l'Europe?

Si l'on en croit Willy Wimmer, de moins en moins de responsables allemands sont désormais disposés à suivre la voie anglo-saxonne dans sa descente à l'abîme.

Ce n'est bien sûr pas une raison pour sous-estimer la puissance intacte de la «cinquième colonne» londonienne et uséricaine.

C'est dans cette optique qu'il faut envisager le débat relatif aux attaques de l'Allemagne contre des pays comme la Suisse, l'Autriche ou le Luxembourg. S'engager en faveur de ces pays et d'un traitement diplomatique équitable et *fair play* de tous, c'est donc aussi choisir – et défendre – la ligne politique que suivront l'Allemagne et l'Europe à l'avenir.

Donc: L'Allemagne veut-elle ruiner pour longtemps ses rapports avec ses voisins, avec lesquels elle a peu à peu établi, dans les décennies d'après-guerre, des relations de bon voisinage fort avantageuses pour les deux parties, simplement pour plaire aux seigneurs de Londres et de Washington (ou de New-York)? Ou va-t-elle enfin rompre avec ces suzerains étrangers pour retrouver une véritable coexistence avec l'Europe?

Il s'est à nouveau avéré, durant ces derniers jours, que les attaques dirigées contre la Suisse et autres petits pays européens n'avaient pas grand rapport avec la justice fiscale et que les chiffres avancés étaient fort éloignés de la réalité. Le 7 mai dernier Steinbrück prétendait encore au Bundestag que, pour les budgets publics allemands, «le manque à gagner annuel lié à la fraude et à l'évasion fiscales dépassait sans doute largement les 100 milliards d'euros». Et voilà que tout à coup ce serait la totalité des avoirs allemands cachés de par le monde qui s'élèverait à 100 milliards d'euros et que le fisc allemand n'y perdrait qu'un milliard d'euros. Plus un mot donc des 2 milliards d'euros de détournements fiscaux imputables aux seuls comptes suisses, alors que Steinbrück tablait encore publiquement, il y a peu, sur 200 mil-

liards d'euros cachés dans la seule Suisse. Finalement ce n'est qu'une petite partie de ces 100 milliards dissimulés de par le monde qui se trouveraient en Suisse.

Si l'on prend un peu plus de recul, l'attaque violente menée par Hans Eichel, membre du même parti que Steinbrück et son prédécesseur aux Finances, dans la «Süddeutsche Zeitung» du 7 mai, était aussi très révélatrice. On était encore monté d'un cran, accusant la Suisse d'être au total le promoteur d'un «système illégal». Mais quiconque sait lire voyait clairement où l'on voulait en venir; Eichel ajoutait en effet que l'Allemagne devait «se défendre», «en particulier en faisant cause commune avec les USA.»

Que nombre de voix allemandes et européennes influentes s'élèvent pour refuser de suivre cette voie fatale apporte un rayon de lumière.

Toutefois, ce serait une erreur de croire que l'Allemagne pourrait s'émanciper de la tutelle de Londres et Washington en matière d'économie et de finances tout en restant leur vassale en matière de diplomatie et de sécurité. Le reste du monde n'accepterait pas cela, et au total ce serait l'Allemagne qui serait perdante. Il est donc grand temps pour l'Allemagne de changer là aussi sa façon de penser et de reconnaître que fonder ses seuls espoirs sur un changement de gouvernement aux USA n'est pas une solution.

L'Allemagne n'a pas encore rompu avec la politique de grande puissance qu'elle mène depuis plus de vingt ans et qui est devenue insupportablement dominatrice. L'Allemagne continue à réarmer massivement, et de plus en plus de domaines économiques dépendent de l'armement; l'Allemagne veut jeter aux orties ses principes d'Etat de droit, jusqu'ici en vigueur, ainsi que le respect du droit international.

Dans la «Frankfurter Rundschau» du 12 mai dernier, le ministre allemand de la Défense, Franz Josef Jung (CDU) appelle cela «clarification de la Loi fondamentale» [Constitution allemande, ndt.] et ajoute: «A mon avis rien ne doit s'opposer à l'emploi

de la Bundeswehr dans le pays même, s'il s'agit de faire face à un danger terroriste qui excède les capacités de la police. Et en cas de mission à l'étranger, il faut être clair: les deux troupes d'élite (celles de la police et de l'armée) peuvent intervenir ensemble, même sans mandat de l'ONU ou de l'Union européenne.» Notez bien: sans mandat de l'ONU ou de l'UE.

Le président russe Medvedev faisait allusion le 9 mai de cette année, lors de la parade annuelle commémorant la fin de la Seconde Guerre mondiale, à la responsabilité qu'a la Russie de pouvoir réagir aujourd'hui encore de façon appropriée aux menaces émanant de ceux qui ne cessent de menacer la paix. Sur le site [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) on pouvait lire, le 19 mai «Le Pentagone se prépare à la guerre contre l'ennemi: la Russie». Plus de 3000 soldats allemands ont testé il y a quelques jours un scénario de guerre à la géorgienne («European Endeavour 2009»; cf. «Combat ready», [www.german-foreign-policy.com](http://www.german-foreign-policy.com) du 15 mai). L'ex-président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, a déclaré le 14 mai dans une interview accordée au *Deutschlandfunk* et traitant du rôle des médias allemands dans la campagne antirusse: «Nous devons tout faire pour que l'Europe comprenne enfin la Russie. Or vous et vos collègues faites exactement l'inverse. La presse allemande est la plus virulente de toutes.»

Willy Wimmer écrit en conclusion de son article que les relations entre Etats ne doivent pas (!) se poursuivre «selon le modèle suivi depuis 1990». Et il rappelle le point central: «Les USA ont depuis 1990 torpillé l'ordre légal international dans toute la mesure du pensable, éventuellement en se servant de l'OTAN. L'avenir ne nous montrera-t-il pas qu'il est urgent de revenir au droit international et de «démocratiser» les relations internationales?»

(Traduit par Michèle Mialane et révisé par Fausto Giudice, [www.tlaxcala.es](http://www.tlaxcala.es))

\* Notre rédaction est en possession du manuscrit, qui n'a pas encore été publié.

## La crise financière n'entraîne pas de changement de cap en Russie

La volonté de rénovation du tandem Medvedev-Poutine demeure inébranlable

par Hans-Georg Rudloff\*

hd. Contrairement à l'avalanche d'articles diffamatoires sur la Russie déversée par les médias allemands durant ces dernières années, le texte suivant, dont l'auteur est un excellent connaisseur de la Russie, offre une autre vision: la Russie fait beaucoup mieux face aux difficultés du monde actuel que l'Allemagne de Merkel. Peut-être pourrions-nous nous en inspirer.

La crise financière nous contraint à revoir les principes politiques qui ont déterminé l'agir économique de ces dernières années. La question se pose aussi dans les marchés des pays émergents. Ceux-ci ont profité de la mondialisation pendant vingt ans. Maintenant ils en sont les victimes. De nombreux pays de l'ancien bloc de l'Est subissent de

graves contrecoups, sans posséder d'institutions permettant d'adoucir les conséquences sociales. Le contrecoup se traduit par une augmentation de la pauvreté. Les pays qui s'appauvrissent offrent aux populistes des plateformes idéales, nous ne le savons que trop par notre propre histoire. Il n'est donc pas sûr du tout que le système économique mondial reste intact. Les efforts pour maintenir la libre circulation des capitaux se heurteront à des résistances.

### Ne pas toucher au credo libéral

L'Ukraine, par exemple, n'a pas réussi, durant les années de la transition [au capitalisme, ndt.], à devenir une nation fonctionnant réellement ou à s'imposer comme pont entre l'Europe et l'Asie. A l'heure actuelle c'est une formation politiquement instable et sans unité intérieure. La Russie en revanche semble très solide et beaucoup mieux armée pour répondre aux défis de la crise économique et financière. En dépit de fuites importantes de capitaux, le pays n'a pas eu recours

au contrôle des changes, et a établi peu de barrières à l'importation dans le but de protéger sa propre production. Bien que la Russie soit à même, grâce à ses gigantesques réserves de devises, de se replier sur elle-même et de traverser les temps difficiles en devenant un peu plus protectionniste, elle n'a pas mis en question le principe de l'économie de marché. En dépit des lourds fardeaux que lui a imposés la crise financière, la Russie est restée complètement intégrée à l'économie mondiale.

L'économie de marché est un des principes de base de l'orientation économique de l'ex-président, Vladimir Poutine. On n'y touchera pas. Cette constance a des raisons historiques. Si les élites russes s'en tiennent avec autant de fermeté aux règles du marché, c'est aussi parce que l'URSS a imploré il y a 20 ans sous le poids d'une économie étatisée. Et parce que les Russes sont trop fiers pour devoir en passer une seconde fois par les exigences du *Fonds monétaire international* (FMI) comme il y a onze ans,

lors de la crise économique. Tout cela, et à Moscou cela fait consensus, ne doit plus jamais se reproduire. De fait la Russie, à la différence de l'Ukraine et quelques autres pays en transition n'est plus demanderesse auprès du FMI, mais au contraire en position de participer à des programmes d'aides pour d'autres pays. Ce consensus a permis à la Russie de s'imposer sous Poutine le budget le plus conservateur qui se puisse imaginer. Une réforme fiscale radicale ainsi que l'instauration d'un impôt à taux unique de 13% seulement ont permis d'accroître en un éclair la discipline fiscale et de dégager d'énormes excédents budgétaires. Les exportations énergétiques ont permis la constitution de grosses réserves de devises, maintenues à l'abri des convoitises de toutes les parties de ce pays gigantesque. De nombreux indices suggèrent que cette politique financière orthodoxe risque d'être quelque peu assouplie à l'avenir afin de surmonter

\* L'auteur est président du Conseil d'administration de *Barclays Capital* et fait partie, entre autres, du Conseil d'administration de l'entreprise pétrolière russe *Rosneft* depuis 2006. Il est membre du CA de Sandoz depuis 1994 et de celui de Novartis depuis 1996.

## Sri Lanka: Plus de 250 000 personnes déplacées ont un besoin urgent d'assistance

La fin des hostilités a été déclarée, et tout doit maintenant être mis en œuvre pour faciliter l'accès des organisations humanitaires afin qu'elles puissent venir en aide aux centaines de milliers de personnes déplacées. Monica Zanarelli, chef adjoint des opérations du CICR pour l'Asie du Sud, explique les enjeux de la situation actuelle.

Pouvez-vous décrire la situation humanitaire ces derniers jours dans la zone de conflit?

Monica Zanarelli: Prises au piège dans la zone des combats, des dizaines de milliers de personnes ont traversé des épreuves inimaginables au cours des dernières semaines. Il n'existait pratiquement plus aucun lieu sûr pour ces populations, dont l'accès aux soins médicaux, à la nourriture et à l'eau était totalement inadéquat. Dimanche dernier, dans la matinée, nous avons perdu le contact avec notre équipe d'une vingtaine de collaborateurs locaux qui se trouvait encore sur place. Aucune information de première main sur ce qui se passait dans la zone ne pouvait donc nous parvenir. Hier, quelques uns de nos collaborateurs sur le terrain ont réussi à faire savoir qu'ils étaient en vie et se trouvaient hors de la zone touchée par les combats. Nous restons cependant sans nouvelles des autres membres de l'équipe et de leurs familles.

Les civils et les blessés qui se trouvaient encore dans la zone ont-ils été évacués?

Le 9 mai, le CICR a réalisé sa dernière opération d'évacuation (un groupe composé de 516 blessés et malades et de membres de leurs familles). Depuis lors, nous avons tenté en vain

de revenir dans la zone afin de fournir toute l'assistance pouvant encore être nécessaire. Le CICR est en contact avec les autorités, et il saisira toute occasion qui se présentera à lui pour retourner sur place.

Qu'en est-il des personnes détenues?

A ce jour, le CICR a pu rencontrer plus de 1800 combattants des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) qui s'étaient rendus aux forces armées gouvernementales, et des listes nominatives de ces détenus ont été établies. Le CICR accède de manière régulière, depuis de nombreuses années, aux prisons et aux lieux de détention temporaire à Sri Lanka.

Certains hauts dirigeants des LTTE auraient demandé au CICR de servir d'intermédiaire dans les négociations de reddition. Est-ce exact?

Depuis de longues années, le CICR est en contact à la fois avec des représentants des LTTE et avec le gouvernement sri lankais, et chaque fois que cela lui a été demandé, il a transmis des messages d'une partie à l'autre. En tant qu'organisation humanitaire neutre et indépendante, le CICR ne révèle pas le contenu des discussions confidentielles qu'il mène, dans un cadre bilatéral, avec l'une ou l'autre des parties à un conflit.

Combien y-a-t-il eu de blessés? Est-ce que tous les blessés bénéficient à présent de soins médicaux?

Le CICR n'est pas en mesure de fournir des chiffres, ni même de savoir si tous les blessés reçoivent les soins médicaux dont

### La Suisse appelle les parties au Sri Lanka au dialogue politique

Le gouvernement suisse se félicite de la cessation du conflit armé au nord du Sri Lanka. La Suisse déplore expressément que ce conflit vieux de plusieurs décennies ait causé la perte d'innombrables vies humaines et privé des dizaines de milliers de déplacés internes de leurs moyens de subsistance.

La Suisse regrette que le droit international humanitaire ait été violé et appelle toutes les parties à respecter et à faire respecter les règles et obligations internationales en toutes circonstances.

La Suisse appelle le Sri Lanka à assurer un accès humanitaire rapide et sans entrave à la population dans le besoin, en particulier aux déplacés internes. Conformément au droit international humanitaire, le Comité international de la Croix-Rouge, les agences des Nations Unies et les autres organisations hu-

manitaires actives au Sri Lanka doivent pouvoir exercer leurs activités. La Suisse invite en outre toutes les parties concernées à s'abstenir d'incitations à la haine et à œuvrer à la réconciliation par des mesures unilatérales ou mutuellement convenues. Toutes les parties et tous les groupes en présence ainsi que les membres de la diaspora devraient travailler à la réconciliation et à un règlement durable par la voie d'un dialogue politique, dans un esprit d'ouverture et en coopération avec les institutions internationales.

La Suisse réitère sa disposition à apporter son soutien dans les domaines de l'aide humanitaire, de la protection humanitaire et de l'élaboration de solutions institutionnelles en matière de protection des minorités.

Communiqué de presse du Département fédéral des Affaires étrangères du 19/5/09

ils ont besoin. Le droit international humanitaire stipule que la vie de toutes les personnes qui ne participent pas, ou ne participent plus, aux hostilités doit être épargnée. Les blessés et les malades doivent être immédiatement recueillis et soignés, et les détenus doivent être traités avec humanité. De mi-février au 9 mai, le CICR a évacué quelque 14 000 patients blessés ou malades et les soignants qui les accompagnaient. Une équipe chirurgicale du CICR est actuellement déployée à l'hôpital de Mannar. Pour répondre à l'afflux de centaines de patients au cours de ces derniers jours et semaines, le CICR a aidé les autorités sanitaires à augmenter de quelque 500 lits la capacité d'accueil des hôpitaux de Mannar et de Vavuniya.

Quelle assistance la Croix-Rouge a-t-elle pu apporter, jusqu'ici, aux déplacés?

Selon les chiffres communiqués par le gouvernement, plus de 250 000 déplacés internes sont actuellement regroupés dans une vingtaine de camps. Agissant conjointement avec ses partenaires au sein du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le CICR a distribué des secours à quelque 40 000 personnes (eau potable, colis de vivres, assortiments d'articles d'hygiène personnelle, colis pour bébés, assortiments d'articles ménagers de première nécessité et ustensiles de cuisine) dans le plus grand camp, Menik Farm, près de Vavuniya. Par ailleurs, quelque 17 000 personnes ont reçu des tentes et des bâches en plastique pour aménager des abris provisoires.

Est-il vrai qu'en ce moment, le CICR n'a pas accès au plus grand camp, situé près de Vavuniya?

Effectivement, depuis la fin de la semaine dernière, les autorités ont limité l'accès des véhicules au plus grand camp, Menik Farm, où vivent plus de 130 000 déplacés. Ces restrictions ont entraîné un arrêt temporaire des distributions de secours. Le CICR et les autres organisations humanitaires déplorent cette situation inacceptable, notamment du fait de ses graves conséquences pour les milliers de personnes nouvellement arrivées dans le camp. Jusqu'à ces tout derniers temps, en effet, ces déplacés ont dû surmonter des épreuves inimaginables, tout simplement pour pouvoir survivre dans la zone de conflit dans le nord-est de l'île. Conjointement avec les autorités, le CICR et d'autres organisations humanitaires s'efforcent donc de trouver une solution pour pouvoir reprendre au plus vite les distributions. •

Source: www.cicr.org, interview du 21/5/09

## La situation en Allemagne et comment nous survivons

Que tout passe par une hausse des prix, les transports publics, l'électricité (+8,8%), l'association sportive, le riz (+25%), n'est pas mentionné par les journaux allemands, qui voient seulement la stabilité des prix par rapport à il y a dix ans. C'est grâce à l'effort personnel, l'entraide et l'organisation de la part des associations à but caritatif, comme par exemple Caritas, que nous nous tenons au-dessus de l'eau. Les citoyens se retrouvent dans le «service mobile pour des personnes âgées» à faire des travaux artisanaux pour les vieux et les personnes au petit portefeuille. Caritas assume la prise en charge des personnes psychiquement en danger même si elles n'ont pas d'argent. L'entraide, par exemple avec les problèmes d'ordinateur, dans la confection des vêtements, lors de déménagements ou dans l'installation de meubles sont chose courante, même parmi les quinquagénaires et sexagénaires. Comment payer les deux visites au centre de fitness prescrites par le médecin, reste une énigme. Les caisses maladie paient

les frais de la prévention seulement une fois par année, même si elles en font la réclame dans des prospectus très chers.

J'ai l'impression que beaucoup de personnes, même parmi les couches très cultivées, vivent de ce qu'ils ont épargné pendant de longues années. Un photographe m'a dit ironiquement l'autre jour que, gagnant dix euros par jour, il comptait la différence entre ce qu'il dépense au supermarché et entre ce qu'il a gagné pendant la journée comme son profit.

Comme dans l'ancienne RDA, tout le monde prête et offre ce qu'il a à double. S'acheter un tailleur pour un entretien d'embauche, c'est un luxe. Le bibliothécaire universitaire ne s'offre plus de grands voyages depuis des années.

Ceux qui sont plus aisés, qui ont quelques dizaines de milliers d'euros à la banque, se paieront un appartement destiné à leurs vieux jours ou ils rénovent leur maison.

En voyant Obama, Merkel et Sarkozy la main dans la main et hilares à la télé, je ne

comprends plus le monde. Qu'est-ce qui adviendra quand, dans quelques années, nous aurons dépensé et mangé toutes les économies, quand toutes les propriétés seront déversées dans le budget quotidien? Que faire alors?

Aujourd'hui, les queues devant les boutiques «Tafel» [des magasins bon marché qui distribuent les denrées de la veille au bénéficiaires d'aide sociale ayant une carte] deviennent de plus en plus longues. En même temps, de petits restaurants bon marché surgissent partout, organisés par des citoyens bien pensants, progressifs et plus aisés ou bien par les paroisses.

Aujourd'hui, un médecin de ma connaissance travaille pour 11 euros 50 l'heure. C'est le même salaire que celui d'un répétiteur ou d'une femme de ménage bien rémunérée. On dit que bien des patients passent lui apporter des repas.

Susanne Wiesinger, M. A.

### «La crise financière n'entraîne...»

suite de la page 1

la crise. La Russie, qui souhaite elle aussi contrer la crise économique par des projets d'infrastructures supplémentaires, peut puiser dans ses réserves et aura peut-être bientôt recours – pour la première fois depuis 2001 – à des capitaux étrangers.

#### Une continuité au sommet

Poutine était arrivé à la tête du pays dans une période chaotique et désespérée. La Russie doit à sa perspicacité, à la discipline qu'il a imposée et à son habileté à venir à bout des rivalités d'avoir retrouvé une grande stabilité politique interne, des moyens de combattre les crises et une stature internationale respectée. La rapide résolution du conflit géorgien l'été dernier, la mise au placard effective des projets d'élargissement de l'OTAN ainsi que la renonciation du Président Obama au stationnement de nouvelles fusées antimissiles en Europe de l'Est l'indiquent clairement: les desiderata russes sont à nouveau pris au sérieux par les pays étrangers.

Dimitri Medvedev continue exactement dans la même voie. La thèse selon laquelle il chercherait à se constituer une base politique opposée à celle du Premier ministre et

à devenir ainsi son rival s'avérera dénuée de fondement. La succession au Kremlin a été réglée avec le plus grand soin et mûrement réfléchi. Son déroulement rappelle fortement les processus en vigueur dans les grandes multinationales lorsqu'elles préparent un changement de direction: de jeunes cadres prometteurs gravissent les échelons sous l'œil critique des vieux chefs. Medvedev a accompli victorieusement ce parcours sélectif en commun avec nombre d'autres candidats ayant une expérience de gouvernement – tous de jeunes talents, efficaces et le plus souvent formés dans les universités occidentales.

A l'extérieur Medvedev doit maintenant acquérir une stature politique personnelle. Mais dans les faits il constitue avec Poutine un tandem qui se répartit clairement les responsabilités. Medvedev est chargé de poursuivre les réformes; une tâche qu'il remplit parfaitement jusqu'ici. Sans que les médias occidentaux s'en avisent, la Russie a engagé un nouveau train de réformes. Des mesures modestes mais importantes améliorent l'efficacité économique. Par exemple on a, voici quelques mois, interdit à la police de mettre fin à de petites activités entrepreneuriales en invoquant des infractions à la loi ou aux règles. Maintenant des procédures juridiques permettent aux personnes lésées de

se défendre. Afin de limiter l'arbitraire des fonctionnaires, des contrôles supplémentaires sont désormais effectués par des membres du parti au pouvoir, une sorte de contrôle par des tiers. De telles mesures réduisent l'impact d'une bureaucratie nuisible pour l'économie et restreignent la corruption si répandue dans le quotidien. Et les oligarques qui, durant la brève et chaotique phase de privatisation consécutive à l'effondrement du communisme, avaient bien su faire passer sous leur contrôle des pans de la richesse publique sentent désormais passer le vent du boulet.

#### Des oligarques pris au piège de l'endettement

Il s'agit rarement d'entrepreneurs rassis, soucieux de l'intérêt à long terme de leur entreprise, mais plutôt – comme dans nos sociétés de «private equity» – de propriétaires dont le but était de retirer un maximum d'argent, d'emporter des dividendes, de financer les investissements nécessaires avec des capitaux extérieurs, grevant ainsi leurs entreprises de lourdes dettes. La crise financière a sifflé une brutale fin de partie. La plupart des oligarques russes, pris au piège de l'endettement, sont à la merci de sauveteurs, Etat ou financeurs.

Des pourparlers sur les transferts de dettes ont été engagés, il y a un mois. Les car-

tes sont maintenant sur la table, mais les problèmes ne sont pas résolus. En raison des pertes prévisibles d'emplois, l'Etat – comme en Europe de l'Ouest ou aux USA – sera obligé de s'engager. Mais beaucoup d'indices suggèrent que le gouvernement Poutine n'est pas disposé à socialiser les pertes et à laisser les propriétaires actuels encaisser la totalité des bénéfices à venir. Si les oligarques ne se montraient pas disposés à réinjecter dans les entreprises une part des dividendes qu'ils ont empochés, on pourrait voir dans plusieurs cas mettre en cause le droit de propriété. A mon avis il ne faut pas s'attendre à de véritables renationalisations, sauf dans le cas d'entreprises stratégiques. Mais le gouvernement veillera à ce que les droits de propriété ne fassent pas obstacle au développement à long terme des entreprises. Et cela ne portera pas atteinte aux principes de l'économie de marché, Poutine en est garant. Dans nombre de marchés émergents, la crise pourrait donner naissance à une résistance à la mondialisation. Le tandem Medvedev-Poutine, en revanche, ne torpillera sûrement pas les positions politiques éprouvées. La Russie est désormais plus fiable, plus prévisible. •

Source: Neue Zürcher Zeitung du 4/5/09.

(Traduit par Fausto Giudice, www.tlaxcala.es)

### «Est-ce ainsi que vous nous remerciez?»

«Nous avons des conceptions différentes de la politique fiscale. Un débat critique serait tout à fait légitime, et on pourrait aussi discuter de ce sujet publiquement. Mais indépendamment de cela, la Suisse est importante. C'est un pays stable. Dans les années à venir, il sera primordial que nous ayons des amis dans le monde entier qui veillent à la stabilité de leur monnaie [...].

Je ne sais pas d'où vient ce comportement [celui de Steinbrück et d'autres]. En tout cas, c'est un comportement malséant. Il est inadmissible que quelqu'un joue les seigneurs prussiens. C'est en contradiction avec ce qu'après la guerre Konrad Adenauer, Willy Brandt, Helmut Schmidt et Helmut Kohl ont bâti, à savoir le fait de considérer tous les pays qui nous entourent comme des amis et des partenaires.

Qui, en temps de guerre, sous le régime nazi, a accueilli des Allemands? Où sociaux-démocrates ont-ils pu fuir les nazis? L'exil en Suisse a sauvé des personnalités comme Wilhelm Hoegner, le futur Premier ministre de Bavière ...

Je dirais: «Qui vous a tendu la main le premier après la guerre? Qui a disputé le premier match de football contre votre équipe nationale? Est-ce ainsi que vous nous remerciez?»

*Theo Waigel, ancien ministre des Finances allemand (CSU) dans une interview accordée au «Tages-Anzeiger» (15 mai)*

### «La Suisse peut aujourd'hui encore être un modèle pour nous»

«Vous feriez mieux de négocier avec les pays amis plutôt que de les menacer. Cela est vrai particulièrement pour la Suisse qui a entrepris son processus de démocratisation dès 1291, ce qui en fait un pays de très longue tradition démocratique. La Suisse peut aujourd'hui encore être un modèle pour nous: il suffit de songer aux instruments de la démocratie directe de ce pays. Nous n'avons pas de leçons à donner aux Suisses; nous devons négocier avec eux pour trouver des solutions acceptables par les deux parties.»

*Extrait d'une intervention du député du parti libéral (FDP) Hermann Otto Solms.*

*Lors du débat du Bundestag du 7 mai, il s'est adressé directement au ministre allemand des Finances Steinbrück.*

### «Des souvenirs que nous ne voulons pas ressusciter»

«Peut-être est-il opportun de conseiller aux représentants de grands Etats d'être particulièrement polis envers les petits pays. Il y a des souvenirs que nous ne voulons pas ressusciter.»

*Hans-Dietrich Genscher, ancien ministre des Affaires étrangères allemand dans l'émission «Maybritt Illner» de la deuxième chaîne de télévision allemande (7 mai)*

### «Nous avons été très choqués par les déclarations du ministre»

«Notre peuple tout entier a très mal pris ces propos [de Steinbrück sur le Burkina Faso]. La comparaison avec les paradis fiscaux nous a en outre beaucoup surpris. Elle a suscité en nous une certaine colère. Après tout, le Burkina entretient depuis des années d'excellents rapports avec l'Allemagne. [...] Notre marché financier est très transparent, ce qui nous a toujours été affirmé par les Allemands. C'est pourquoi nous avons été très choqués par les déclarations du ministre.»

*Xavier Niodogo, ambassadeur du Burkina Faso en Allemagne, dans une interview accordée aux «Stuttgarter Nachrichten» (8 mai)*

## Cessez d'attaquer la Suisse

Ni les problèmes fiscaux de l'Allemagne ni la crise économique mondiale ne seront résolus par une campagne visant à humilier notre voisine la Suisse. Il ne faut pas s'habituer à s'immiscer dans la politique intérieure d'Etats souverains, à leur donner des ordres et à les forcer à les exécuter par le chantage, les attaques verbales et économiques ou des mesures diplomatiques inappropriées. Ces pratiques sont contraires au droit international et elles ont provoqué dans le passé des guerres épouvantables. Quiconque n'a pas compris cela devrait se retirer de la vie politique.

Ceux qui veulent négocier avec la Suisse doivent utiliser les voies diplomatique et juridique. Ils doivent respecter ce pays souverain et sa structure politique. Le peuple suisse a le droit d'être ce qu'il est. L'Allemagne aurait d'ailleurs des leçons à tirer de sa démocratie directe – également en matière de fiscalité – et de son fédéralisme bâti sur les structures communales. Cela vaut pour tous ceux qui ont participé à cette campagne concertée, de la direction du SPD à la Chancelière Angela Merkel.

Si les internationalistes politiques et monétaires veulent faire avec la Suisse un exemple qui doit s'appliquer ensuite à d'autres pays de cette manière ou d'une autre, qu'ils sachent ceci: Nous ne nous laisserons pas avoir une nouvelle fois par des mensonges comme celui du prétendu génocide propagé par le gouvernement allemand qui a conduit au bombardement de la Yougoslavie et au morcellement consécutif de ce pays autrefois multiethnique.

Même si c'est contraire aux projets de politiciens allemands visant à dépouiller leur propre peuple, il faut savoir que la Suisse reste un modèle de démocratie qui respecte ses citoyens.

Par conséquent, laissez la Suisse tranquille et faites en sorte qu'en Allemagne les citoyens puissent vivre décemment.

*Jörg Becker, politologue, Solingen*

*Jürgen Elsässer, auteur de l'ouvrage «Nationalstaat und Globalisierung», Berlin*

*Eberhard Hamer, Mittelstandsinstitut, Hanovre*

*Eike Hamer, Mittelstandsinstitut, Hanovre*

*Maria Mies, sociologue, Cologne*

*Brigitte Queck, politologue, Potsdam*

### «Jusqu'en juillet 2005, l'Allemagne était le plus grand paradis fiscal d'Europe»

«Il arrive que certains de mes collègues changent d'avis d'un jour à l'autre et ne respectent pas les engagements pris. De plus, ils utilisent un ton qui nous rend malades. [...]

Nous autres Luxembourgeois n'apprécions par exemple pas du tout que le président du SPD Franz Müntefering déclare à la légèreté, apparemment pour faire de l'humour, qu'autrefois on aurait envoyé des soldats pour résoudre des problèmes comme ceux que nous avons actuellement. Nous ne trouvons pas cela drôle du tout. Nous avons déjà été envahis une fois et nous avons souffert de l'occupation allemande. [...]

La Belgique, le Luxembourg et l'Autriche se sont engagés à s'en tenir aux standards fiscaux de l'OCDE pour un «échange d'informations à la demande». Donc, si le fisc allemand doute de l'honnêteté fiscale d'un de ses clients et qu'il nous demande des renseignements, il obtiendra toutes les informations désirées. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont convenu lors de leur sommet de mars qu'aucun de nous n'apparaîtrait sur une liste de paradis fiscaux, quelle qu'elle soit. C'est ce qui est précisé dans la déclara-

tion finale. Mais quelques jours plus tard [lors du sommet du G20], où nous, les petits pays, n'avons pas voix au chapitre, ils ont fait exactement le contraire. [...]

En 2003, nous nous sommes mis d'accord en Europe sur l'imposition des revenus de l'épargne selon lequel trois pays – les trois qui sont tout à coup mis au ban des nations – retiennent un impôt à la source sur les intérêts de l'épargne des étrangers et en rétrocèdent la plus grande partie aux Etats d'origine. [...]

Qui s'est opposé à la publicité tapageuse des années 80 et 90 des banques régionales allemandes qui appâtaient leurs clients allemands avec leurs succursales luxembourgeoises? C'était moi. Les gouvernements régionaux responsables de ces banques se sont vraiment peu préoccupés de cela. Et y a-t-il quelqu'un, en Allemagne, qui s'est indigné du fait que, jusqu'en juillet 2005, les Français, les Italiens, les Belges, tous ceux qui ne vivaient pas dans le pays, ne devaient pas déclarer au fisc les intérêts de leurs comptes en Allemagne? Jusqu'en juillet 2005, l'Allemagne était le plus grand paradis fiscal d'Europe.»

*Jean-Claude Juncker, Premier ministre luxembourgeois, dans une interview accordée au «Spiegel» (11 mai)*

### Résolution\*

Le Parlement, considérant les récentes déclarations du ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale,

- rappelle que ces propos portent atteinte aux relations exemplaires qui se sont développées entre la République fédérale d'Allemagne et le Luxembourg depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale,
- condamne sans réserves les écarts de langage du ministre Peer Steinbrück ainsi que l'absence de considération dont il a fait preuve à l'endroit du Burkina Faso,
- invite son Président à transmettre la présente résolution au Président du Bundestag.

Source: Résolution du Parlement du Luxembourg du 6/5/09

\* Résolution déposée par le député Charles Goerens a été adoptée à l'unanimité (60 voix) par le Parlement du Luxembourg.

### «Le Luxembourg, l'Autriche ou la Suisse ne sont pas le problème essentiel»

«Je ne pense pas que le Luxembourg, l'Autriche ou la Suisse soient pas le gros essentiel en matière d'évasion fiscale. Il y a de véritables paradis fiscaux. Il y en a même dans l'Union européenne [...] Les îles anglo-normandes ne sont curieusement pas mentionnées.»

*Günther Verheugen, commissaire européen SPD dans l'émission «Maybritt Illner» de la deuxième chaîne allemande (7 mai)*

### «Quand les grandes nations poursuivent leurs intérêts sans se soucier des petits pays»

«Je suis toujours inquiet quand les grandes nations poursuivent leurs intérêts sans se soucier des petits pays. Malheureusement c'est ce qui se passe en ce moment avec la l'Allemagne, probablement sous l'égide de la France. J'ai toujours souligné que la Suisse était une confédération très solide bien qu'il existe de grandes différences fiscales, par exemple entre Zoug et Zurich. Cela n'a cependant pas nui à l'Etat, au contraire. Nous devrions essayer d'obtenir cette diversité en Europe. Si nous encourageons l'alignement, nous détruisons la substance de l'Europe. Il faut respecter les petits Etats. Mais, comme chaque enfant, l'Union européenne est aussi marquée par ses parents, dans ce cas par la France et l'Allemagne. Malheureusement le centralisme français est imposé avec la minutie allemande.»

*Karl Schwarzenberg, ex-ministre des Affaires étrangères de la République tchèque, dans une interview accordée au «Tages-Anzeiger» (13 mai)*

### «Réactions affectives qui satisfont de bas instincts»

«Nous ne pouvons pas accepter ces réactions affectives qui ne font que satisfaire de bas instincts et ont des visées électorales. [Steinbrück] fait du tort à l'Autriche et à notre coopération avec les pays européens.»

*Josef Pröll, ministre des Finances autrichien ÖVP dans un entretien accordé à la «Frankfurter Rundschau» (13 mai)*

### «Le gouvernement vient de perdre le sens des réalités»

«C'est la première fois qu'un ministre des Finances menace un pays ami du fouet et de l'envoi de la cavalerie – uniquement pour gagner quelques points dans la campagne électorale. Autrefois, il aurait été destitué immédiatement. Au lieu de cela, la Chancelière est toujours assise, silencieuse, à côté de lui sur le banc du gouvernement et observe comment Steinbrück propage l'image du vilain allemand dans le monde entier. En fait, qu'est-ce que nous mettons en jeu? Ce gouvernement vient de perdre le sens des réalités, et pas seulement en politique économique avec ses expropriations et ses primes à la casse.»

*Guido Westerwelle, président du FDP, dans une interview au journal «Welt am Sonntag» (10 mai)*

### «L'image de la République fédérale d'Allemagne est entachée»

«Steinbrück a entaché à plusieurs reprises l'image de la République fédérale d'Allemagne par des remarques inutiles et inappropriées dans le débat international sur les mesures à prendre contre la fraude fiscale.»

*Emilia Müller, ministre européenne bavaroise (CSU) dans une lettre au ministre des Affaires étrangères allemand Frank-Walter Steinmeier (SPD), citée dans la «Passauer Neue Presse» (7 mai)*

### «¿Es ése el agradecimiento?»

«Nosotros tenemos un concepto distinto de la política fiscal. Así todo un cuestionamiento crítico al respecto es legítimo, y el tema puede discutirse también públicamente. No obstante Suiza es importante, es un país estable. Justamente en los próximos años va a ser importante para Alemania tener amigos por todo el mundo que velen sobre la estabilidad de su moneda. [...]

No sé de dónde viene ese estilo [el de Steinbrück y otros]. De todas maneras es un estilo insolente. No es aceptable que alguien se presente como un jinete prusiano aficionado. Esto está en contradicción con lo que establecieron después de la guerra Konrad Adenauer, Willy Brandt, Helmut Schmidt y Helmut Kohl: reconocer que todos los países que nos rodean son amigos y asociados. [...]

¿Quién acogió a alemanes en tiempos de guerra cuando dominaban los nacionalsocialistas? ¿Hacia dónde podían escaparse de los nazis los socialdemócratas? El exilio suizo salvó a personas como Wilhelm Hoegner, el ulterior ministro presidente de Baviera. [...]

Yo diría: «¿Quién fue el primero que les extendió la mano después de la guerra? ¿Quién disputó un campeonato de fútbol con vosotros? ¿Es ése el agradecimiento?»

*El ex-ministro de economía Theo Waigel (CSU) en una entrevista en «Tages-Anzeiger» del 15 de mayo*

### «Suiza podría también hoy ser un ejemplo para nosotros»

«Sería mejor que negociara con países amigos en lugar de amenazarlos. Esto vale sobre todo frente a Suiza, que comenzó su proceso democrático ya en 1291, es decir frente a un país con una larga tradición democrática. Aún hoy Suiza podría ser un ejemplo para nosotros; recuerde simplemente los instrumentos de democracia directa en Suiza. Nosotros no tenemos que darles ningunas indicaciones a los suizos. No tenemos que darles lecciones, sino en todo caso negociar con ellos para llegar a resultados en común.»

*Extraído del debate parlamentario del 7 de mayo en el que el diputado por la FDP Hermann Otto Solms le dirigió la palabra directamente a Steinbrück*

### «Recuerdos que nunca más queremos revivir»

«Tal vez es un buen consejo a los representantes de los estados más grandes, de ser especialmente corteses con los países más pequeños. Hay recuerdos que nosotros nunca más queremos revivir.»

*El ex-ministro del exterior Hans-Dietrich Genscher en la emisión del ZDF «Maybritt Illner» el 7 de mayo.*

### «Por eso nos quedamos tan atónitos frente a las manifestaciones del ministro»

«Burkina Faso, toda la población nuestra ha tomado muy mal esa manifestación [de Steinbrück]. Primero la comparación con oasis fiscales nos cayó totalmente de sorpresa. También nos exasperó un poco. Después de todo el gobierno de Burkina mantiene excelentes relaciones con Alemania desde hace años. [...] Nuestro mercado financiero es completamente transparente, lo cual siempre nos fue confirmado por los alemanes. Por eso nos quedamos tan atónitos frente a las manifestaciones del ministro.»

*El embajador de Burkina Faso en Alemania, Xavier Niodogo en una entrevista en «Stuttgarter Nachrichten» del 8 de mayo*

### «Hasta julio de 2005 Alemania era el paraíso fiscal más grande de Europa»

«Lo que pasó es que algunos de mis colegas hablan hoy de una manera y mañana de otra y no se atienen a los acuerdos. Además hablan en un tono que nos cae muy mal. [...]

Por ejemplo, a nosotros luxemburgueses no nos gusta nada cuando el presidente de la SPD Franz Müntefering en tono jovial, aparentemente humorístico, dice que antes se hubieran mandado soldados para solucionar problemas similares a los que tienen ahora con nosotros. A nosotros no nos parece cómico. Nosotros ya estuvimos bajo ocupación alemana y la hemos sufrido. [...]

Bélgica, Luxemburgo y Austria han consentido en aceptar un llamado «intercambio de información a pedido» según los estándares de OCDE. Es decir, cuando un fisco alemán tiene dudas sobre la honradez de uno de sus clientes y nos pide informes, recibe de nuestra parte toda la información deseada. De esto resultó que los estados de la UE y los gobiernos en su reunión cumbre en marzo acordaron de no poner a ninguno de nosotros en la lista de los oasis fiscales. Así figura en la aclaración pública al cierre, pero unos días más tarde [en la cumbre G-20] en la que nosotros los pequeños países no participamos, se hizo exactamente lo contrario. [...]

Nosotros acordamos en Europa una regularización para la tributación de intereses, según la cual tres países – los tres ahora excluidos – recaudan un impuesto basado en la fuente a los intereses de capitales extranjeros, y la mayor parte de esa recaudación retorna al país de origen. [...]

¿Quién se opuso en los años ochenta y noventa a la publicidad sensacionalista de los bancos alemanes que atrayeron a sus clientes con sus filiales en Luxemburgo? Yo fuí. Los gobiernos competentes para esos bancos poco se preocuparon. ¿Y alguien se escandalizó en Alemania por el hecho que hasta julio de 2005, franceses, italianos, belgas, todos no residentes, no necesitaban pagar tributos por los intereses de sus cuentas bancarias en Alemania? Alema-

## Acabar con los ataques a Suiza

Ni los problemas fiscales alemanes ni la crisis financiera se van a solucionar con una campaña de envidia y degradación contra nuestro país vecino Suiza. No debe convertirse en práctica política, el dar indicaciones sobre política interna a estados soberanos, e imponerlas a través de extorsiones, ataques verbales y económicos, o medidas diplomáticas equivocadas. Esto es contrario al derecho internacional y en el pasado ya fue motivo para guerras terribles. El que no tenga esto en claro, mejor que se retire de la actividad política.

El que quiera negociar algo con Suiza, tiene que tomar el camino de la diplomacia y del derecho: todos tienen que respetar un país soberano con sus estructuras políticas. El pueblo suizo tiene el derecho de ser como es. De sus estructuras federalistas de democracia directa – también del sistema fiscal – construidas desde las comunidades, Alemania podría aprender bastante. Esto es válido para todos los que han participado en esta acción, desde la cabeza de partido de la SPD hasta la canciller Angela Merkel.

Cuando incluso los llamados universalistas políticos y económicos quieren instituir un ejemplo en Suiza que después se podrá aplicar en otros países, entonces permitan que se les diga: con trucos como el supuesto genocidio antes del bombardeo de la OTAN en Yugoslavia y el premeditado posterior despedazamiento de un país multiétnico, no nos dejamos envolver más por un gobierno alemán. Aún cuando los deseos de los políticos alemanes de saquear a su propio pueblo no logran realizarse: Suiza sigue siendo un país amigo de los ciudadanos y un modelo de democracia!

Por eso: quitar las manos de Suiza y lograr en el propio país condiciones que permitan a nuestros ciudadanos vivir en él.

*Prof. Dr. Jörg Becker, politólogo, Solingen  
Jürgen Elsässer, autor «Estado nacional y globalización», Berlín  
Prof. Dr. Eberhard Hamer, Instituto mediana empresa Hannover  
Dr. Eike Hamer, Instituto mediana empresa Hannover  
Prof. Dr. Maria Mies, socióloga, Colonia  
Brigitte Queck, diplomada Ciencias Estatales, Potsdam*

nia fue hasta julio de 2005 el paraíso fiscal más grande de Europa.»

*El ministro presidente de Luxemburgo Jean-Claude Juncker en una entrevista en la revista «Spiegel» del 11 de mayo*

### «Luxemburgo, Austria o Suiza no son el gran problema»

«Yo no creo que Luxemburgo, Austria o Suiza sean el gran problema en la cuestión de la evasión de impuestos. Existen verdaderos refugios fiscales. Hay incluso algunos en la Unión Europea. [...] Es extraño que a las calientes islas del canario no se las menciona.»

*Comisario de la UE Günther Verheugen (SPD) en la emisión «Maybritt Illner» del ZDF el 7 de mayo*

### «Cuando los estados grandes imponen sus intereses sin tener consideración con los pequeños»

«Siempre me resulta preocupante cuando los estados grandes imponen sus intereses sin tener consideración con los pequeños. Lamentablemente esto ha ocurrido ahora, con la participación alemana y bajo la dirección de Francia presumiblemente. Siempre señalé que Suiza es una confederación muy sólida, a pesar de que hay grandes diferencias en los fiscos, por ejemplo entre Zug y Zurich. Esto no ha dañado al estado federal. Tendríamos que tratar de mantener la diversidad en Europa, una Europa no-uniforme. Cuando exigimos la uniformidad destruímos la substancia europea. No se puede pasar de largo por los países pequeños. Pero como cada niño, también la UE está marcada por sus padres, en este caso Francia y Alemania. Lamentablemente ahora el centralismo francés se está impulsando ayudado por el esmero alemán.»

*El ex-ministro del exterior de la República Checa, Karl Príncipe de Schwarzenberg, en una entrevista en el «Tages-Anzeiger» del 13 de mayo*

### «Emociones para satisfacer bajos instintos»

«El que nos pasen por encima no lo podemos aceptar de ninguna manera. Esas son emociones para satisfacer bajos instintos o por cálculos electorales. [...] [Steinbrück] infringe contra Austria y nuestro trabajo conjunto con los países europeos.»

*El ministro de economía Josef Pröll (ÖVP) en una entrevista en «Frankfurter Rundschau» del 13 de mayo*

### «El gobierno ha perdido la brújula»

«Esto no se ha dado nunca que un ministro de economía de un país amigo amenace con la caballería y el látigo sólo para ganar algunos puntos en la campaña electoral. En tiempos anteriores hubiera sido despedido en el acto. En lugar de eso, la canciller sigue sentada tranquilamente en el banco del gobierno al lado del ministro y mira como el Sr. Steinbrück divulga la imagen del alemán malo por todo el mundo. En realidad ¿qué estamos poniendo en juego? Este gobierno ha perdido la brújula de la parte media de la sociedad, no sólo en la política económica con expropiaciones y primas de desguace.»

*Presidente del FDP alemán Guido Westerwelle, en una entrevista en «Welt am Sonntag» del 10 de mayo*

### «Se ha dañado la reputación de la República Federal Alemana»

«Steinbrück, reiteradamente ha dejado platos rotos sobre el parquet internacional, con comentarios fuera de lugar e innecesarios en la discusión sobre el proceder internacional contra la evasión de impuestos, y con ello ha dañado la reputación de la República Federal Alemana.»

*La ministra bávara para Europa Emilia Müller (CSU) en una carta al ministro del exterior Frank-Walter Steinmeier (SPD), cita extraída del «Passauer Neue Presse» del 7 de mayo*

## Resolución\*

El Parlamento, considerando las recientes declaraciones del ministro de economía alemán en las que comparó la transparencia fiscal de Luxemburgo con Burkina Faso,

- recuerda que esas declaraciones ponen en peligro las relaciones entre la República Federal de Alemania y Luxemburgo que se habían desarrollado de manera ejemplar después de la segunda guerra mundial,
- condena sin reservas el desliz verbal del ministro Peer Steinbrück así como la falta de respeto que puso en evidencia frente a Burkina Faso,
- ruega a su presidente de presentar la presente resolución al presidente del parlamento.

*Fuente: Resolución del parlamento luxemburgués del 6 de mayo de 2009*

\* La resolución presentada por el diputado Charles Goerens fue aceptada por el parlamento luxemburgués por unanimidad (60 votos).

# Quel est l'évolution des rapports de force internationaux?

Entretien avec Thierry Meyssan

Dans un entretien accordé à l'association «Egalité et Réconciliation», Thierry Meyssan décrit les composantes et les projets de la nouvelle administration états-unienne. Selon lui, après la parenthèse Bush-Cheney de la guerre en Irak, Washington revient aujourd'hui au consensus post-11-Septembre et à ses contradictions des années 2001-2002. Mais l'épuisement militaire en Irak et la crise financière à Wall Street obligent l'Empire à repenser les stratégies et les délais pour poursuivre la globalisation.

*Egalité et Réconciliation: Thierry Meyssan, on ne vous voit plus en France, que devenez-vous?*

Thierry Meyssan: Je vis actuellement au Liban. Après l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir, j'ai été directement menacé par de hauts fonctionnaires français. Des amis au ministère de la Défense, m'ont informé que les Etats-Unis me considéraient comme un danger pour leur sécurité nationale. Dans le cadre de l'OTAN, ils ont demandé aux services alliés de me neutraliser et certains Français semblaient vouloir faire du zèle. J'ai donc pris la décision non seulement de quitter la France, mais la zone OTAN. Après avoir erré de Caracas à Damas en passant par Moscou, je me suis fixé à Beyrouth où je me suis placé au service de la Résistance.

*Sur quoi travaillez-vous en ce moment?*

Je travaille actuellement à un livre d'analyse sur l'administration Obama, ses origines, sa composition, ses projets etc. Une première édition, limitée à quelques exemplaires, sera adressée à quelques leaders le mois prochain. Puis une édition grand public sera publiée dans diverses langues à l'automne. Je vis exclusivement de ma plume et je collabore à des journaux ou magazines dans le domaine de la politique internationale, au Proche-Orient et en Russie.

## Obama a été lancé dans la course dès 2004

*Quelle analyse faite vous de l'évolution de la politique américaine?*

Aujourd'hui se dégage un relatif consensus sur le constat d'échec de la politique Bush, le surdéploiement militaire, les conséquences néfastes de l'unilatéralisme sur les relations avec les alliés et la perte de leadership. A partir de 2006, James Baker et Lee Hamilton, qui présidaient une commission créée par le Congrès pour évaluer la stratégie en Irak, ont milité en faveur d'un retour à une position plus sage. Ils ont préconisé un retrait d'Irak et un prudent rapprochement avec les pays riverains (Syrie, Iran) indispensable pour éviter que le départ des GI's ne tourne à la débâcle, comme au Vietnam. Ils ont fait tomber la tête de Donald Rumsfeld, et ont imposé un membre de leur commission, Robert Gates, pour lui succéder. Mais s'ils ont gelé la politique de «remodelage du Grand Moyen-Orient», ils ne sont pas parvenus à y faire renoncer George Bush et Dick Cheney; raison pour laquelle il a fallu organiser une rupture avec Barack Obama.

En réalité Obama avait été lancé dans la course au Sénat fédéral et à la présidence dès 2004. Il a fait son entrée en scène lors de la convention démocrate pour l'investiture de John Kerry. Il n'était alors qu'un obscur parlementaire de l'Assemblée de l'Illinois, mais il était déjà encadré et entraîné par Abner Mikva et ses hommes (*Jews for Obama*) et soutenu par la finance anglo-saxonne (*Goldman Sachs, JP Morgan, Excelon...*). Les multinationales inquiètes de perdre des parts de marché au fur et à mesure de la montée de l'anti-impérialisme (*Business for Diplomatic Action*), les partisans de la Commission Baker-Hamilton, les généraux en révolte contre les aventures erratiques des néo-conservateurs, et d'autres encore, se sont progressivement ralliés à lui.

Les Français croient souvent que le président des Etats-Unis est élu au second degré par de grands électeurs. C'est faux. Il est élu par un collège dont les membres sont désignés par des notables. En 2000 [lors de la 1<sup>ère</sup> élection de George W. Bush], la Cour suprême a rappelé que le vote des citoyens

n'était que consultatif et que le gouverneur de Floride pouvait nommer les délégués de son Etat au collège électoral présidentiel sans même attendre le dépouillement du scrutin général.

## Obama, McCain et Albright ont participé à la déstabilisation du Kenya

Dans ce système oligarchique, il y a un parti unique avec deux courants: les républicains et les démocrates. Juridiquement, ils ne forment pas des entités distinctes. Ainsi, ce sont les Etats qui organisent les primaires, pas les pseudos-partis. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que Joe Biden et Barack Obama soient l'un et l'autre de vieux amis de John McCain. Ainsi, McCain préside l'*International Republican Institute* (IRI), un organe du département d'Etat chargé de corrompre les partis de droite dans le monde; tandis qu'Obama travaille au sein du *National Democratic Institute for International Affairs* (NDI), présidé par Madeleine Albright et chargé de la corruption des partis de gauche. Ensemble, Obama, McCain et Albright ont participé à la déstabilisation du Kenya, lors d'une opération de la CIA pour imposer un cousin d'Obama comme Premier ministre.

Tout ceci pour dire qu'Obama n'est pas sorti de nulle part. C'est un spécialiste de l'action secrète et de la subversion. Il a été recruté pour faire un travail bien précis.

Si les objectifs de la coalition hétéroclite qui le soutient sont globalement les mêmes, il n'existe pas de consensus dans le détail entre ses composantes. Ceci explique l'incroyable bataille à laquelle ont donné lieu les nominations et l'aspect toujours équivoque des discours d'Obama.

Quatre pôles se livrent bataille:

1. Le pôle Défense, autour de Brent Scowcroft, des généraux opposés à Rumsfeld et bien sûr de Robert Gates, aujourd'hui le véritable maître à Washington. Ils préconisent la fin de la privatisation des armées, une sortie «honorable» d'Irak mais la poursuite de l'effort états-unien en Afghanistan pour ne pas donner l'impression d'une débâcle, et enfin un accord avec les Iraniens et les Syriens. Pour eux, la Russie et la Chine restent des rivaux qu'il faut isoler et paralyser. Ils abordent la crise financière comme une guerre au cours de laquelle ils vont perdre des programmes d'armement et diminuer le format des armées, mais doivent maintenir une supériorité relative. Peu importe qu'ils perdent en puissance, s'ils restent les plus forts.
2. Les départements du Trésor et du Commerce, autour de Tim Geithner et Paul Volcker, les protégés des Rockefeller. Ils sont issus de la *Pilgrim's Society* et s'appuient sur le *Groupe des Trente*, le *Peter-son Institute* et la *Commission trilatérale*. Ils sont soutenus par la reine Elizabeth II et veulent sauver à la fois Wall Street et la City [de Londres]. Pour eux la crise est un coup dur puisque les revenus de l'oligarchie financière sont en chute libre, mais c'est surtout une occasion rêvée de concentrer le capital et de piétiner les résistances à la globalisation. Ils sont obligés temporairement de réduire leur train de vie pour ne pas susciter de révolutions sociales, mais ils peuvent simultanément s'enrichir en rachetant des fleurons industriels pour une bouchée de pain. Sur le long terme, ils ont le projet d'instaurer – non pas un impôt mondial sur le droit de respirer, ce serait grossier –, mais une taxe globale sur le CO<sub>2</sub> et une Bourse des droits d'émission – ce qui revient à peu près au même en paraissant écolo. Contrairement au Pentagone, ils militent pour une alliance avec la Chine, du fait notamment qu'elle détient 40% des bons du Trésor US, mais aussi pour empêcher l'émergence d'un bloc économique extrême-asiatique centré sur la Chine et drainant les matières premières africaines.
3. Le pôle du département d'Etat autour d'Hillary Clinton, une chrétienne fondamentaliste, membre d'une secte très secrète, la *Fellowship Foundation* (dite «La

Famille). C'est le refuge des sionistes, l'ultime réserve des néo-conservateurs en voie de disparition. Ils préconisent un soutien inconditionnel à Israël, avec une pointe de réalisme car ils savent que l'environnement a changé. Il ne sera plus possible de bombarder le Liban comme en 2006, car le Hezbollah dispose maintenant d'armes anti-aériennes performantes. Il ne sera plus possible de pénétrer dans Gaza comme en 2008 car le Hamas a acquis des missiles anti-char Kornet. Et si les Etats-Unis ont du mal à payer les factures de Tel-Aviv, il est peu probable que les Saoudiens pourront y suppléer sur le long terme. Il faut donc gagner du temps, au besoin par quelques concessions, et trouver une utilité stratégique à Israël.

La principale mission de Madame Clinton, c'est d'améliorer l'image des Etats-Unis, non plus en faisant des relations publiques (c'est-à-dire en justifiant la politique de Washington), mais par la publicité (c'est-à-dire en vantant les qualités réelles ou imaginaires du modèle US). Dans ce contexte, les sionistes devraient pousser le projet Korbelt-Albright-Rice de transformation de l'ONU en un vaste forum impotent et de création d'une organisation concurrente, la *Communauté des démocraties*, appuyée sur son bras armé, l'OTAN. Pour l'heure, ils sont occupés à saboter la conférence de Durban II qui, au lieu de célébrer la «seule démocratie du Proche-Orient», dénonce le régime d'apartheid au pouvoir à Tel-Aviv.

Avec le secrétaire d'Etat adjoint, James Steinberg, ils envisagent la crise financière comme un *Blitzkrieg*. Il va y avoir beaucoup de casse, mais c'est le moment de détruire des rivaux et de s'emparer par surprise de leviers de commande. Leur problème n'est pas d'accumuler des richesses par des achats et des fusions, mais d'imposer leurs hommes partout dans le monde aux ministères des Finances et à la tête des institutions bancaires.

4. Enfin le *Conseil national de sécurité* sur lequel s'exerce l'influence de Zbigniew Brzezinski, qui fut le professeur d'Obama à Columbia. Celui-ci devrait abandonner son rôle traditionnel de coordination pour devenir un véritable centre de commandement. Il est dirigé par le général Jones, qui a été suprême commandeur de l'OTAN et a porté l'*African Command* sur les fonds baptismaux. Pour eux, la crise financière est une crise de la stratégie impériale. C'est l'endettement faramineux souscrit pour financer la guerre en Irak qui a précipité l'effondrement économique des Etats-Unis. Contrairement à 1929, la guerre ne sera pas la solution, c'est le problème. Il faut donc mener trois desseins simultanés: forcer les capitaux à rentrer aux Etats-Unis en cassant les paradis fiscaux concurrents et en déstabilisant les économies des pays développés (comme cela a été testé en Grèce); maintenir l'illusion de la puissance militaire US en poursuivant l'occupation de l'Afghanistan; et étouffer les alliances naissantes Syrie-Iran-Russie, et surtout Russie-Chine (*Organisation de coopération de Shanghai*). Le Conseil va privilégier toutes les formes d'action clandestine pour donner au Pentagone le temps nécessaire à sa réorganisation.

Obama essaie de satisfaire tout le monde d'où la confusion ambiante.

## Le conflit israélo-palestinien

*Comment voyez-vous évoluer la situation au Proche-Orient, au regard de cette nouvelle administration?*

Il y a un consensus sur un point: Washington doit faire baisser la tension dans cette région, sans pour autant abandonner Israël. Deux options sont sur la table, mais quelle que soit celle qui sera mise en œuvre, elle requiert d'être signée par les courants les plus radicaux. C'est pourquoi Washington a encouragé un gouvernement Netanyahu/Lieberman en Israël et laissera le Hamas et le Hezbollah gagner les prochaines élections dans les Territoires palestiniens et au Liban.



Thierry Meyssan, analyste politique, fondateur du Réseau Voltaire. Dernier ouvrage paru: *L'Effroyable Imposture 2 (Le remodelage du Proche-Orient et la guerre israélienne contre le Liban)*. (photo mad)

Le premier scénario, imaginé par Zbigniew Brzezinski prévoit simultanément la reconnaissance d'un Etat palestinien et la naturalisation des réfugiés palestiniens dans les pays où ils se trouvent. Le tout arrosé d'argent pour indemniser les Etats absorbant les réfugiés et pour développer Gaza et la Cisjordanie. En outre, le maintien de cette paix serait assuré par une force d'interposition de l'OTAN, sous mandat de l'ONU. Ce plan a le soutien de Nicolas Sarkozy.

La seconde approche est plus rude pour les deux protagonistes. Elle préconise de contraindre les Israéliens à abandonner leurs revendications les plus extravagantes; tandis qu'elle obligerait les Palestiniens à considérer que la Jordanie est leur patrie naturelle. Ce serait une paix plus économique pour Washington et viable sur le long terme, même si elle serait dure à accepter par les uns et par les autres, et qu'elle impliquerait au passage la fin de la monarchie hachémite. Cette formule est notamment poussée par l'ambassadeur Charles Freeman que le lobby sioniste vient de contraindre à démissionner de la présidence du *Conseil national du renseignement*, mais qui dispose de solides appuis dans l'appareil d'Etat.

*Selon vous, quelle formule s'imposera?*

Aucune parce que la crise économique sera d'une telle ampleur qu'elle conduira à mon sens à une dislocation des Etats-Unis et à la fin de l'Etat d'Israël.

Washington va devoir revoir une nouvelle fois ses ambitions à la baisse. Il va probablement se replier sur le maintien du statu quo. Son action se limitera à empêcher de nouveaux acteurs de prendre sa place.

*Que préconisez-vous à titre personnel?*

Les cinq millions de juifs, les neuf millions de Palestiniens, et les autres populations de Palestine, doivent se retrouver au sein d'un Etat unique sur le principe «un homme, une voix». C'est du reste à mon sens la seule solution qui évite à terme l'expulsion des juifs. Il faut se souvenir de l'apartheid en Afrique du Sud, dont certains annonçaient que sa remise en cause provoquerait l'expulsion ou l'extermination des blancs. On connaît la suite. La mort d'Arafat n'est pas un obstacle car il existe d'autres Mandela en Palestine. Le vrai problème est de trouver un *De Clerk* coté israélien. Le Hamas soutiendrait sans aucun doute une telle solution, car elle aurait l'assentiment du peuple.

Plus on repousse les échéances, plus on rend une solution pacifique difficile. La CIA étudie d'ailleurs le scénario catastrophe avec un soulèvement sanglant qui chasserait deux millions de juifs vers les Etats-Unis.

## Khomeiny avait condamné la fabrication et l'usage de la bombe atomique comme immorales

*Quid selon vous de la Syrie et l'Iran? Pensez-vous la guerre possible?*

Je ne pense pas que les accords secrets conclus entre les militaires US, la Syrie et l'Iran

### «Quel est l'évolution des ...»

suite de la page 5

soient remis en cause: les Etats-Unis n'en ont ni les moyens, ni même la volonté.

En premier lieu, ils savent que la menace nucléaire iranienne est une intox qu'ils ont eux-mêmes fabriquée comme ils avaient inventé les armes de destruction massive irakiennes. Au demeurant, l'imam Khomeiny avait condamné la fabrication et l'usage de la bombe atomique comme immorales et on ne voit pas quels groupes seraient capables en Iran de passer outre un tel commandement.

Deuxièmement, la politique de George Bush a poussé Téhéran et Damas dans les bras de Moscou qui prépare d'ailleurs une grande conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. C'est désormais une priorité pour Washington de démanteler cette alliance naissante et de tenter de ramener l'Iran et la Syrie dans son orbite. Il est bien sûr probable que ces derniers feront monter les enchères et se garderont de basculer d'un côté ou de l'autre.

Enfin, les Etats-Unis ont le sentiment de l'urgence. Leur économie s'effondre et ils n'auront peut-être plus longtemps la possibilité de défendre Israël au prix fort. D'autant que *Tsahal* n'est plus ce qu'elle était. L'armée israélienne n'est plus invincible. Elle a accumulé les échecs au Liban, à Gaza et aussi, ne l'oublions pas, en Géorgie.

*Vous vivez, on l'a vu, au Liban, quelle est la situation là-bas?*

L'Alliance nationale regroupée autour du *Courant patriotique libre* de Michel Aoun et du Hezbollah d'Hassan Nasrallah va gagner les prochaines élections, cela ne fait pas de doute, si elles peuvent se tenir librement. La famille Hariri ne survivra que tant que les grandes puissances compteront sur elle pour prélever des impôts et faire payer par le peuple la dette extérieure du Liban, alors même que celle-ci provient pour moitié de l'enrichissement illicite des Hariri. Le criminel de guerre *Walid Joumblatt* – vice-président de l'Internationale socialiste, excusez du peu –, ou encore les néo-fascistes comme le tueur pathologique *Samir Geagea*, vont être lâchés par leurs sponsors. Ces exécuteurs de basses œuvres ont perdu leur efficacité et ne sont plus présentables.

Le Tribunal spécial pour le Liban chargé d'instruire l'affaire Hariri et divers assassinats politiques va soit se faire oublier, soit donner lieu à un coup de théâtre. Il a été conçu comme une machine de guerre pour accuser la Syrie, la placer au ban de la communauté internationale et la désigner comme cible militaire. Je sais que des éléments nouveaux lui [le tribunal] sont parvenus dans les dernières semaines. Ils disculpent la Syrie et placent l'Arabie saoudite sur la sellette. C'est à cette aune qu'il faut apprécier la reprise en main de l'Arabie saoudite par le roi *Abdallah* et le limogeage des ministres qui ont financé la lutte contre le Hezbollah et le Hamas.

Pour revenir aux élections législatives libanaises de juin, la question est de savoir si l'on s'oriente vers une victoire de la Résistance à 55 ou à 70%. Cela dépendra essentiellement de l'apparition ou non d'une nouvelle force chrétienne de division et de diversion autour du président *Sleimane*. En définitive, les collaborateurs des Etats-Unis et d'Israël négocieront peut-être un compromis tant qu'ils sont en position de le faire. On se dirigerait alors vers la désignation d'un milliardaire comme Premier ministre (*Saad Hariri* ou un autre), mais à la tête d'un gouvernement entièrement contrôlé par la Résistance nationale. Ce serait une formule très orientale: les honneurs et la lumière pour les perdants, tandis que le vrai pouvoir resterait dans l'ombre. L'intérêt de cette solution serait de délégitimer toute intervention militaire contre le Liban.

*Vous êtes désormais très connu en Russie, où vous avez rassemblé près de 30 millions de téléspectateurs à l'occasion d'une émission sur le 11-Septembre. Comment appréciez-vous la situation de la Russie?*

Paradoxalement, malgré la victoire militaire et diplomatique en Géorgie, la Russie

traverse une passe difficile. Après la guerre du Caucase, les banques anglo-saxonnes ont encouragé les oligarques à punir Moscou en déplaçant leurs capitaux vers l'Ouest. Puis, les Anglo-Saxons ont poussé les dirigeants ukrainiens à trahir leur intérêt national et à couper les gazoducs lors des négociations sur les prix. Le Kremlin, qui croyait être maître du jeu et avoir l'initiative de ces coupures, s'est fait piéger. La perte de deux mois de chiffre d'affaire a dévoré les réserves

monétaires. Le tout a provoqué une chute affolante du rouble alors que la crise mondiale fait baisser le prix des matières premières et donc les revenus de la Russie.

### «Les Etats-Unis se disloqueront à moyen terme comme le Pacte de Varsovie et l'URSS»

*Medvedev* et *Poutine* ont évalué cette situation de faiblesse avec beaucoup de sang-froid. Ils connaissent les atouts dont ils disposent, notamment la supériorité technologique de leur industrie d'armement sur celle des Etats-Unis. Ils sont convaincus que les Etats-Unis ne se relèveront pas de la crise, mais se disloqueront à moyen terme comme le Pacte de Varsovie et l'URSS dans les années 89-91. Ils espèrent donc inverser les rôles. Malgré la période de vaches maigres, ils équipent leurs armées avec les nouveaux matériels, et ils attendent sans broncher l'effondrement de l'Ouest. Publiquement ou en sous-main selon les cas, ils équipent tous les adversaires des Etats-Unis des dernières armes disponibles, du Proche-Orient que j'ai évoqué tout à l'heure au Venezuela. Economiquement, ils ont fait le choix de construire des voies commerciales vers la Chine, tout autant que vers l'Europe occidentale, dont ils observent avec regret l'asservissement obstiné aux Anglo-Saxons.

Cette situation peut avoir d'importantes conséquences au plan interne, où s'affrontent l'ancienne et la nouvelle génération. Les anciens ont un fort tropisme américain, quand les jeunes affichent un patriotisme décomplexé. Paradoxalement, les élites issues de Saint-Petersbourg sont historiquement favorables à un arrangement européen de la Russie, au contraire des Moscovites dont la vision est plus eurasiatique. Or *Poutine* et *Medvedev*, tous deux de Saint-Petersbourg, partagent cette vision eurasiatique. Ils rêvent la Russie en protecteur de l'Islam et l'ont faite entrer, comme observatrice, à l'*Organisation de la conférence islamique* (OIC). Tout en valorisant le Patriarcat orthodoxe, ils ont placé des musulmans à de nombreux postes à haute responsabilité – le contraste avec la France est flagrant. Même si le traumatisme du démantèlement de la Yougoslavie et des deux guerres de Tchétchénie reste fort et que la vague de racisme qui s'en est suivie n'est toujours pas maîtrisée, la Russie a fait le choix de la civilisation et pris le chemin de la synthèse entre l'Europe et l'Asie.

Si la Russie parvient à traverser les toutes prochaines années de graves turbulences internationales sans être trop affectée, elle se retrouvera en position d'arbitre dans un monde multipolaire.

### Les Chinois mènent une stratégie douce de renforcement de leurs alliances tous azimuts

*Continuons cet intéressant tour du monde géopolitique avec la Chine ...*

Je m'interroge sur leur stratégie. Pourquoi ces achats massifs de bons du Trésor US? Pékin a pris l'initiative d'un rapprochement avec Moscou à travers l'*Organisation de coopération de Shanghai*. Beaucoup de contentieux ont été soldés. En retour, les Rus-



ses ont accepté de vendre de l'énergie à un tarif préférentiel aux Chinois et demandé un contrôle plus strict de l'émigration chinoise en Sibérie. La logique aurait voulu que les deux grands se renforcent mutuellement en refusant le dollar comme monnaie d'échange international. Mais Pékin répugne à choisir son camp et ne veut pas froisser Washington. Les Chinois mènent une stratégie douce de renforcement de leurs alliances tous azimuts. Cela me paraît un peu étrange, car cela pourrait leur coûter cher. Les USA pourraient les emporter dans leur effondrement prévisible.

Au passage, permettez-moi de dire mon agacement face à la stupide dénonciation des violations des Droits de l'homme en Chine. Ils sont sans aucun doute possible beaucoup mieux respectés par Pékin que par Washington – ce qui n'est pas une excuse pour ne pas s'améliorer, mais relativise ces accusations. Et qu'on arrête de dire que le Tibet a été annexé par la Chine en 56, alors qu'il a été repris par les communistes chinois aux Chinois de *Tchang Kai-Chek*.

*Un mot sur l'Amérique du Sud avant de revenir à la France?*

Au-delà de la tendance à l'unification, des stratégies se sont affirmées face à l'impérialisme. Mais l'affaiblissement, en attendant plus, des Etats-Unis crée une nouvelle situation et peut inciter certains à rebattre leurs cartes. La protection des économies nationales revient au premier plan des préoccupations. Paradoxalement, les Etats qui souffrent de sanctions sont mieux armés pour résister à la crise. C'est notamment le cas de Cuba, du Venezuela, de la Bolivie ou de l'Equateur – comme c'est le cas de la Syrie et de l'Iran au Proche-Orient. Gageons que de nouvelles institutions nationales vont se développer, parallèlement à la Banque du Sud. C'est la revanche de l'Histoire.

*La France enfin, ou plus exactement la France de Sarkozy ...*

La France est une vieille nation que l'on ne peut manœuvrer en tous sens. Elle a un passé glorieux et s'identifie à un idéal. Souvent elle s'en écarte, mais toujours elle y revient. Elle traverse aujourd'hui une mauvaise période car elle est gouvernée par le «parti de l'étranger». Ses dirigeants font le mauvais choix, dans la plus mauvaise période. Ils ont décidé de placer les armées sous le commandement de l'OTAN, concrètement sous celui du général *Bantz Craddock*, le criminel qui créa le centre de torture de Guantanamo. Et cette trahison, ils l'ont décidée au moment où les Etats-Unis s'enfoncent dans la crise. Ils placent la France à la remorque d'un bateau qui sombre au risque de l'enrainer dans son naufrage.

Leur servilité ne les pousse pas uniquement à vassaliser les armées, mais aussi à transformer en profondeur la société française pour la cloner sur le «modèle» américain. C'est vrai dans le domaine économique, avec la remise en cause des services publics, mais également dans les domaines de la justice ou de l'éducation, de la discrimination positive et j'en passe. Sarkozy n'est ni de droite ni de gauche, il imite les yankees.

### Sarkozy satisfait les Anglo-Saxons, la mafia et la banque Rothschild

Comme je l'ai expliqué de manière détaillée dans un dossier du magazine russe *Profile*<sup>1</sup> [en français et en espagnol dans *Horizons et débats* n° 34 du 25/8/08], il satisfait trois forces: les Anglo-Saxons, la mafia et la banque Rothschild. Ces gens sont conscients depuis plusieurs années de l'essoufflement des Etats-Unis et pensent garantir le pouvoir de l'oligarchie financière globale en rééquilibrant l'Empire: il aurait deux piliers, un états-unien et un européen, tandis que le Royaume-Uni en serait la charnière. C'est ce projet que sert Nicolas Sarkozy depuis son élection. C'est lui qui l'a conduit à casser le couple franco-allemand et à se rapprocher des Anglais, puis qui l'a conduit à proposer diverses réorganisations de l'Union européenne, notamment la création d'un gouvernement économique. Ceci aura pour conséquence de nous rendre beaucoup plus vulnérables aux convulsions US.

Pourtant, la France est toujours attendue, et pas seulement dans le monde francophone. Nous sommes ce pays hors norme qui a proclamé la souveraineté populaire. On sous-estime totalement en France le degré de ridicule de Nicolas Sarkozy et de sa clique aux yeux du reste du monde. Sarkozy apparaît comme un agité vantard, un instable bourré de tics, jouant la mouche du coche dans tous les conflits internationaux possibles, et servant à ses frais de poisson-pilote aux changements d'humeur de Washington.

Reconstruire une alternative prendra hélas du temps, mais ce n'est pas une raison pour y renoncer.

<sup>1</sup> «Operation Sarkozy», par Thierry Meyssan, *Profile*, 16/6/08. Version française: «Opération Sarkozy: comment la CIA a placé un de ses agents à la présidence de la République française», *Réseau Voltaire*, 19/7/08.

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier  
Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

## L'Autriche investit dans de nouveaux développements de la recherche européenne

### La participation au CERN n'est pas reconduite

«Le budget de la science et de la recherche montre nettement que ces deux domaines sont une priorité évidente du gouvernement fédéral. Nous investissons justement maintenant dans ces domaines pour sortir renforcés de la crise», a déclaré le ministre de la science *Johannes Hahn* à la sous-commission du budget. «Nous pouvons poursuivre la voie de la croissance; il n'y aura pas d'interruption dans le financement de la recherche.»

Le ministre a ajouté que «la planification budgétaire jusqu'en 2013 apporterait à la science et à la recherche «la stabilité et la planification nécessaires». Dans le cadre des planifications stratégiques pour les années à venir, le *Ministère fédéral de la science et de la recherche (BMWF)* a examiné les participations internationales dans le domaine de la

recherche. «La participation à des organismes d'infrastructures modernes est capitale pour l'excellence de la recherche autrichienne. C'est pourquoi il s'agit, afin de renforcer la recherche autrichienne, d'examiner ses participations et d'améliorer le profil de la recherche. L'Autriche est ouverte aux nouveaux développements de la recherche et continuera de jouer un rôle actif au niveau européen», a ajouté Hahn en faisant allusion à l'adhésion de l'Autriche à l'*Observatoire européen austral (ESO)*. Au cours des dernières années ont été développés une série de nouveaux projets qui étudient des sujets scientifiques actuels à peu de frais et grâce à des modalités de coopération souples, a déclaré le ministre. La participation à des recherches dans les domaines des sciences sociales et

humaines, de la biologie, de la médecine, des sciences des matériaux, de la physique et de la chimie est essentielle pour l'avenir.

Hahn a ajouté qu'à budget constant, il était impossible à l'Autriche de participer à tous ces projets. C'est pourquoi les fonctionnaires du BMWF ont procédé à un examen approfondi des participations actuelles et développé une stratégie. «Pour ouvrir aux scientifiques et au système universitaire autrichiens les perspectives mentionnées, il apparaît nécessaire et raisonnable de mettre fin à la participation au CERN». Actuellement, la contribution de l'Autriche est d'environ 16 millions d'euros par année: «70% des moyens financiers à disposition pour les diverses participations vont au CERN et empêchent des coopérations porteuses d'avenir dans le domaine

de la recherche qui sont essentielles pour l'image du pays, sa présence internationale et sa compétitivité».

En outre, plusieurs universités importantes (Graz, Innsbruck, Vienne) n'ont pratiquement pas accès, faute de moyens budgétaires, aux nouvelles infrastructures de recherches telles qu'elles figurent sur la feuille de route européenne. «Les moyens libérés par notre retrait du CERN nous permettent d'offrir aux universités une perspective de recherches européennes.»

Pendant plus de 50 ans, l'Autriche a soutenu financièrement la recherche fondamentale en physique des particules élémentaires menée en Europe presque exclusivement au CERN et a contribué, grâce au personnel mis à disposition, au progrès des connaissances. «Les résultats scientifiques sont incontestables mais la visibilité des petits Etats dans les expériences impliquant plus de 2000 personnes est plutôt faible.»

Pour finir, Hahn a déclaré qu'il s'agissait à l'avenir pour le ministre d'utiliser de manière optimale les ressources financières consacrées jusqu'ici à la participation au CERN et d'offrir «la sécurité et des perspectives» aux chercheurs autrichiens.

Source: OTS du 7/5/09

Pour de plus amples informations: Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung, Minoritenplatz 5, A-1014 Wien. Bureau de presse: tél. +43 1 531 209007.

(Traduction *Horizons et débats*)



Genève avec à l'arrière-plan le lac Léman. Le petit cercle signale le tunnel du Proton Synchrotron (PS), le cercle moyen celui du Super Proton Synchrotron (SPS), de 7 km de circonférence, et le grand cercle, dont la circonférence est de 27 km, celui de l'accélérateur LHC. (Photo © CERN)

#### Radioprotection

### Surveillance de la radioactivité autour du CERN

La surveillance de l'environnement du CERN est effectuée d'une part par la *Commission de sécurité du CERN*<sup>1</sup> et d'autre part par deux organismes externes, l'*Office fédéral de la santé publique (OFSP)* et l'*Institut [français] de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)*.

Un article<sup>1</sup> décrit en détail les rejets dans l'air et dans l'eau que la mise en service de l'accélérateur Isolde a entraînés en 2005. Des moniteurs installés aux points de rejet mesurent les émissions alpha, bêta et gamma. En outre, les rejets sont mesurés au moyen de dosimètres de site (chambres à ionisation et rem-compteurs) aux alentours du CERN. La radioactivité est également mesurée dans des échantillons de sol et de végétation. Une liste de radionucléides et de leur radioactivité mesurée dans les rejets a été établie pour l'année 2005, par exemple 33 GBq pour le tritium, 6,1 Mbq pour les radio-isotopes d'iode, 6,8 TBq pour l'activité bêta/gamma de demi-vie inférieure à 1 jour. En 2005, les doses mesurées ne dépassaient pas 4% de la limite pour les rayonnements diffusés fixée à 1,3 mSv/an, soit 0,012 mSv/an (en 2004: 0,014 mSv/an).

Parallèlement à ces mesures, l'OFSP a initié le programme de surveillance «point zéro du CERN»<sup>2,4</sup> qui vise à «obtenir un point de référence de la situation radiologique aux alentours du CERN avant la mise en service du LHC»<sup>3</sup>. Les appareils et procédés de mesure suivants ont été mis en œuvre: dosimètre à thermoluminescence pour le rayonnement gamma, chambres à ionisation, rem-compteurs pour les neutrons, spectrométrie gamma pour les filtres à aérosols (radionucléides <sup>7</sup>Be), pour l'eau (radionucléides <sup>65</sup>Zn), les sédiments du Rhône, les légumes des environs et le vin (radionucléides <sup>3</sup>H). Les mesures et leurs résultats ont été décrits en détail dans un chapitre.<sup>2</sup> Ces résultats montrent, selon les déclarations officielles, que les doses de rayonnement dans le voisinage du CERN se situent nettement en dessous des valeurs directrices fixées pour les doses de rayonnement et ne représentent par conséquent aucun danger pour l'environnement et la population.

Toutefois la mise en place d'un «programme de surveillance» spécial laisse supposer que l'exploitant et l'administration n'écartent pas une augmentation des effets

radioactifs sur la population à la suite de la mise en service du LHC. La question qui se pose est de savoir pourquoi on a besoin d'un nouveau programme. Les alentours du CERN n'ont-ils pas été surveillés régulièrement et suffisamment au cours des années passées?

Un rapport<sup>5</sup> aborde brièvement la question du conditionnement et de l'entreposage des déchets radioactifs du CERN. Ajoutons qu'en 2006/2007, aucun accélérateur n'était manifestement en service.

*Un groupe d'experts*

(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> P. Vojtyla et D. Wittekind, Rejets et environnement du CERN, in: Radioactivité de l'environnement et doses de rayonnement en Suisse, 2005, chapitre 8.5, pp. 108-112, 2006

<sup>2</sup> S. Estier et al., Environnement du CERN, ibid., chapitre 8.6, pp. 113-116, 2006

<sup>3</sup> Grand collisionneur de hadrons

<sup>4</sup> OFSP, Programme de surveillance «Point zéro du CERN», 15/10/07

<sup>5</sup> International Atomic Energy Agency (IAEA), NEWMDB Report, Reporting Group BAG: Site Structure CERN, 6/9/07

#### Le choix de Genève pour le CERN

*bha.* Comme la *Tribune de Genève* l'a écrit récemment, *Denis de Rougemont* (1906-1985) a joué un rôle décisif dans le choix de Genève. Sans lui, le CERN n'aurait pas été installé dans la ville de Calvin, comme l'a déclaré *François Saint-Ouen*, chargé de cours à l'Institut européen de l'Université de Genève. Pour fédérer les Européens autour d'un projet scientifique et ne pas le laisser aux Américains, Denis de Rougemont, opposant farouche à la bombe atomique, proposa la fondation d'un centre de recherches européen. Il connaissait *Oppenheimer* et, avant tout, il avait vécu la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki. Comment l'auteur des *Lettres sur la bombe atomique* en est-il venu à fédérer les cerveaux européens dans le domaine de l'atome?

Il n'était pas physicien et n'aimait pas l'atome. François Saint-Ouen précise qu'il était opposé à l'énergie nucléaire parce qu'elle avait besoin d'un modèle de société «qui ne lui convenait pas, dans le sens où cette énergie suppose une centralisation des décisions, de la production, de la gestion... ce qui s'apparente à une organisation militaire.»

Denis de Rougemont était favorable à la supranationalité comme modèle pour la recherche. La situation après la Seconde Guerre mondiale n'avait guère laissé de choix aux physiciens allemands dans le secteur nucléaire: émigrer ou bien aux Etats-Unis ou bien en Union soviétique. 60 ans après, on se rend compte que les recherches en physique nucléaire se sont orientées vers leur application militaire. Après la création du *Projet Manhattan* aux Etats-Unis, on pouvait abandonner tout espoir d'utilisation pacifique. Tout cela a influencé la définition des thèmes de recherche du CERN. *Andre A. Gsponer*, ancien collaborateur du CERN récemment décédé en Angleterre, s'était toujours investi en faveur d'une application éthiquement irréprochable des recherches en physique nucléaire mais on n'a jamais voulu l'entendre.

# Un vif succès pour les défenseurs d'une agriculture sans OGM

## En Autriche, l'interdiction de la culture de maïs transgénique reste en vigueur

hep. La troisième tentative de la Commission européenne de faire sauter l'interdiction actuellement en vigueur de la culture de maïs transgénique en Autriche et en Hongrie a de nouveau échoué.

Déjà en 2005 et en 2006, des tentatives semblables de la Commission s'étaient heurtées au veto des ministres de l'UE. En 2007, sous la forte pression de l'OMC, l'interdiction de l'importation des deux variétés de maïs transgénique *Mon810* de la société américaine *Monsanto* et *T-25* de la société allemande *Bayer Crop Science* a été annulée, mais l'interdiction de les cultiver subsiste.

L'argumentation de la Commission selon laquelle l'Autriche n'avait pas pu apporter de preuve scientifique des dangers des plantes génétiquement modifiées et l'interdiction allait à l'encontre de la réglementation du marché intérieur européen n'a pas permis non plus, lors de cette troisième tentative, d'imposer une autorisation.

Au cours de ces procédures, l'Autriche a attiré l'attention sur plusieurs études qui prouvent l'existence de problèmes environnementaux et de modifications dans le patrimoine génétique des souris. La réglementation du marché intérieur de l'UE exige l'élimination de tous les obstacles au marché à l'intérieur des pays membres de l'UE par la fusion des marchés nationaux.

### Plus d'Etats membres que jamais ont voté en faveur de la position de l'Autriche

La semaine dernière, lors du vote au Conseil des ministres de l'UE, plus d'Etats membres



(photo reu-

que jamais ont voté en faveur de la position de l'Autriche. 282 députés sur 345 ont, dans le cas du *Mon810*, voté pour le droit de l'Autriche de décider de sa politique agricole et dans le cas du *T-25*, ils ont même été 292 à approuver la position de l'Autriche.

Même un pays comme l'Espagne, qui cultive du maïs transgénique en grandes quantités, s'est exprimé pour le droit de l'Autriche de décider elle-même de ce qu'elle admet ou non en matière agricole. De même, les rep-

ésentants des Pays-Bas, qui s'étaient rangés aux côtés des partisans du génie génétique, ont proposé, avec quelques autres Etats, de changer les règles de l'UE. La politique agricole devrait être en principe l'affaire des Etats. Le ministre autrichien de l'environnement *Nikolaus Berlacovic* (ÖVP) veut chercher d'autres alliés et réfléchit à la création d'une «Alliance pour l'autodétermination» («Der Standard», 6 mai). En tout, cinq pays seulement ont voté contre l'Autriche: la Grande-Bretagne, la Finlande, l'Estonie, la Suède et les Pays-Bas.

### En Allemagne également l'opposition aux aliments génétiquement modifiés est grande

Ce qui a été déterminant pour qu'au Conseil des ministres la «majorité qualifiée» soit atteinte, c'est le vote de l'Allemagne (pondération des voix – elle dépend de la taille des Etats-membres – d'au moins 73%) en faveur de la position de l'Autriche. Le ministre fédéral de l'environnement *Sigmar Gabriel* (SPD) s'est également opposé aux vœux du ministère de la Recherche dirigé par la CDU.

Il a aussi voté contre la demande de la Commission européenne car – comme il l'a souligné – l'Allemagne est également en train de réfléchir à des régions sans OGM.

Il a poursuivi devant des journalistes à Bruxelles: «Je ne vois pas l'avantage pour la société des produits transgéniques de *Monsanto*. J'y vois cependant un avantage considérable pour les profits de la société *Monsanto*. [...] Je ne vois pas pourquoi nous devrions favoriser les intérêts d'une seule société américaine et monter les Etats membres et leurs citoyens contre nous. Je ne crois d'ailleurs pas, vu les vives inquiétudes de la population à propos des produits génétiquement modifiés, que dans le cas contraire le gouvernement américain se donnerait autant de peine pour amener un produit européen sur le marché américain. Imaginons que ce débat autour des produits transgéniques ait lieu aux USA et que la seule société qui souhaite y vendre son produit soit une société européenne: Je voudrais savoir si le Congrès américain s'investirait autant en faveur des intérêts économiques d'une seule entreprise européenne, comme le fait actuellement la Commission européenne pour défendre ceux d'une unique entreprise américaine – contre les vives inquiétudes de notre population.»

La ministre allemande de l'Agriculture *Ilse Aigner* s'est abstenue lors du vote. Devant des journalistes, elle a justifié ainsi ce comportement qui a déçu beaucoup de citoyens allemands: «Le ministre de l'Economie *Guttenberg* (CSU) est pour, la ministre de la Recherche *Mme Schavan* (CDU) est pour, c'est pourquoi je me suis abstenue.»

La semaine prochaine, d'autres décisions importantes sont au programme du Conseil des ministres de l'UE. On discutera de deux autres interdictions de culture de maïs transgénique, en Grèce et en France, et la Commission va autoriser pour la première fois depuis 1998 deux nouvelles variétés de maïs transgénique: *Syngenta BT11* et *Pioneer 1507*.

### Succès historique

Bien entendu, ces résultats des votes de Bruxelles ont été obtenus avant tout parce que des citoyens décidés et différents groupes de défenseurs de l'environnement et d'agriculteurs extraordinairement engagés en faveur de la protection de l'environnement ont discuté avec les gens et les ont encouragés à s'adresser à leurs députés. Des milliers de lettres et de courriels ont été envoyés en Autriche avant le débat. A moyen terme, les comportements d'achat notamment constitueront en eux-mêmes une prise de position sur cette question qui sera rapidement prise en compte et deviendra politique.

La raison l'a emporté sur les intérêts d'entreprises gigantesques. Pour un petit pays comme l'Autriche, c'est un succès extraordinaire et un signal important adressé aux autres citoyens de l'UE.

## Non à la brevetabilité du vivant

### Protestations contre un brevet pour l'élevage de porcs

A une époque où l'alimentation de la population mondiale est loin d'être assurée, il est déconcertant de voir certaines entreprises s'approprier par des brevets l'accès à la nourriture, cela dans le but de faire des profits.

rt. Pour empêcher le brevetage du vivant, de nombreux citoyens ont protesté à Munich contre le «brevet pour l'élevage de porcs EP 1 651 777». Le titulaire en est la société biotechnologique *Monsanto*. En 2005, elle avait déposé une demande de brevet pour l'élevage de porcs auprès de l'Office européen des brevets. C'est pourquoi le 15 avril dernier, plus de mille citoyens, surtout des agriculteurs, ont protesté, avec des organisations de défense de l'environnement et du développement devant l'Office européen des brevets à Munich. Ils exigent l'interdiction des brevets sur le vivant. Environ 5000 personnes et 50 associations se sont jointes à eux. Ce brevet a été accordé il y a à peine neuf mois et le délai d'opposition arrive à échéance.

Il protège un test génétique permettant d'identifier les porcs particulièrement productifs. Ceux-ci possèdent un gène qui, apparemment, les fait engraisser plus vite. Ils sont particulièrement intéressants pour l'élevage.

Le président du «*Deutscher Bauernverband*» [Association allemande des agriculteurs] *Gerd Sonnleitner* voit dans ce brevet un «péché originel». Les méthodes traditionnelles d'élevage comme la sélection et le croisement ne devraient pas pouvoir être brevetées uniquement parce qu'elles bénéficient de moyens techniques. Il met en garde contre une monopolisation de l'élevage par des grandes sociétés et les restrictions imposées aux agriculteurs. Un groupement d'agriculteurs et d'organisations comme *Misereor* et *Greenpeace* s'est constitué afin de s'opposer à l'octroi de ce brevet. Elle craint que les brevets sur les semences et l'élevage permettent de contrôler toute la production alimentaire.

A l'Office européen des brevets, on conteste que le brevet se réfère aussi au gène et non pas seulement au test. Le porte-parole de cet organisme a déclaré au journal «*die Welt*» que la demande initiale portait sur des parties du gène mais qu'elle a été rejetée. Un tribunal doit déterminer si tous les porcs ayant été

élevés à la suite du test génétique sont protégés par le brevet.

L'Association des paysans critique en outre la directive européenne sur les brevets biotechnologiques dans laquelle il s'agit surtout de savoir si les plantes ou les animaux peuvent être brevetés. Jusqu'à présent, on n'a pas clarifié si les animaux qui ont été élevés à la suite d'une analyse génétique brevetée sont protégés par le brevet. L'Association des agriculteurs soutient une initiative déposée au *Bundesrat* par le Land de Hesse et visant à durcir la directive.

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative *Zeit-Fragen* qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Courrier  des lecteurs

## L'approvisionnement alimentaire de demain

Comme on l'a appris par la presse, une pénurie alimentaire se profile à l'horizon. Des groupes financiers veulent détruire la paysannerie traditionnelle. La raison: obtenir le monopole de l'approvisionnement au moyen de toutes sortes de chantages. Que peut-on faire? Pour sauvegarder l'indépendance de l'approvisionnement de notre pays, il est indispensable d'acheter, dans la mesure du possible, des produits suisses et cela directement chez le producteur et à un prix équitable. C'est ce que je fais personnellement et je paie volontiers le prix de détail. Quel profit est-ce que j'en tire? Des produits sains qui m'ont permis d'atteindre 80 ans en jouissant d'une santé enviable. De bons produits épargnent souvent le médecin et les médicaments!

W. Greber, Casa Bozzini, Acquarossa